

Le siège d'Engie bloqué à Bruxelles: des vacances pour toustes, pas juste pour les actionnaires d'Engie !

- 120 activistes et syndicalistes bloquent le siège d'Engie lors d'une action Engie-les-bains. Plage, parasols et transats ont été installés pour une action coup de poing festive.
- Les participant.e.s dénoncent les 3,4 milliards de dividendes versés par Engie à ses actionnaires pour l'année 2022 alors que la précarité énergétique augmente, que les prix restent trop élevés, que le tarif social élargi au statut BIM a pris fin le 1er juillet et que la taxation des "surprofits" reste trop faible .
- Leurs revendications incluent une meilleure régulation des prix de l'énergie en élargissant et pérennisant le tarif social, la réquisition des profits d'Engie et la fin de la libéralisation du secteur de l'énergie.

Depuis ce matin 120 activistes et syndicalistes s'est installé devant le siège d'Engie à Bruxelles dans une action de désobéissance civile, pour dénoncer les profits de l'entreprise, la fin du tarif social élargi et exiger la socialisation du secteur de l'énergie. L'action est notamment soutenue par le Réseau wallon pour le droit à l'énergie, la Fédération des services sociaux, la Ligue des droits humains, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la Centrale Générale FGTB et le Mouvement ouvrier chrétien.

Les participant.e.s à l'action incluent des syndicalistes de la CNE et de la CGSP, ainsi que des activistes pour la justice sociale et climatique, dont des Gilets jaunes et des militants de Code Rouge, unis dans une action de blocage du siège d'Engie, rebaptisé Engie Plage pour l'occasion. Pendant que certains collent des messages sur les vitres ("Faisons des économies, débarrassons nous des actionnaires!", "dernière sommation, socialisation!", "les prix s'envolent, Engie nous vole!"), d'autres y ont installé une plage afin d'alerter sur la situation de très nombreuses personnes (1 sur 5 pour toute la Belgique et même 1 sur 3 à Bruxelles et en Wallonie) qui, à l'approche de l'été, ne pourront partir en vacances faute de moyens, notamment suite à l'explosion de leurs factures énergétiques.

Pendant ce temps-là, le géant français de l'énergie Engie, qui exploite également des centrales nucléaires et à gaz en Belgique, a versé 3,4 milliards de dividendes à ses actionnaires en 2023 (au titre des bénéfices de l'année 2022), et garantit jusqu'en 2025 de leur réserver 65 à 75% de ses bénéfices ainsi qu'un dividende minimum de 0.65€ par action, quel que soit le contexte économique.

Cette situation est indécente et immorale pour les participantes et participants, pour qui Engie fait partie de ces entreprises qu'il faut urgemment réguler : ses profits monstrueux ainsi que son impact sur le climat dû à son recours aux énergies fossiles suffisent à le justifier. Fin du monde, fin du mois, même combat... et surtout mêmes coupables.

Ce 1er juillet, près de 500 000 ménages se voient retirer leur tarif social sur l'énergie. Cela pourrait entraîner un quasi doublement des factures (l'augmentation pourrait atteindre 87% selon les

contrats) pour des personnes déjà en situation de précarité. Cette décision du Gouvernement fédéral est inacceptable. Cet été, les actionnaires d'Engie pourront partir en vacances leurs poches grassement remplies, pendant que les plus précarisé.e.s ne peuvent plus se permettre de congés. La ministre fédérale de l'Énergie annonce une réforme, mais qui arrive bien tard et paraît bien timide. C'est aujourd'hui que les factures de centaines de milliers de personnes déjà précaires vont réexploser.

Les participant.e.s appellent le Gouvernement fédéral et la ministre Tinne Van der Straeten à agir urgemment. Leurs revendications :

1. L'énergie est un bien commun qui doit être accessible à tous et toutes. Il faut mieux réguler le prix de l'énergie en rétablissant et pérennisant le tarif social élargi, en garantissant un plafonnement du tarif social comme c'est le cas aujourd'hui, et en l'octroyant de manière automatique ; en développant un tarif social intermédiaire dégressif pour les ménages au dessus du seuil de revenus BIM, en imposant un plafond sur les prix, et en interdisant les coupures.
2. La richesse produite doit être mieux partagée. Il faut maintenir l'indexation des salaires et de toutes les allocations, et débloquer les négociations sur les salaires en supprimant la loi-norme salariale (aussi connue sous le nom de loi de 1996). Il est grand temps de réquisitionner les profits d'Engie pour financer la transition énergétique et garantir une énergie abordable pour toutes et tous.
3. L'énergie doit cesser d'être guidée par une logique de profit et de rente. Nous devons nous donner les moyens démocratiques et efficaces pour planifier une transition énergétique juste, tant écologique que sociale. Il faut sortir de la libéralisation du marché de l'énergie, socialiser le secteur et redévelopper une production et une fourniture d'énergie exclusivement publique, sobre et écologique.